

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IDEX ENERGIES**

2 rue d'Alençon  
CS 31111  
92400 Courbevoie

Références : /  
Code AIOT : 0006506365

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2026 dans l'établissement IDEX ENERGIES implanté PROLONGEMENT RUE YOURI GAGARINE 93000 Bobigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IDEX ENERGIES
- PROLONGEMENT RUE YOURI GAGARINE 93000 Bobigny
- Code AIOT : 0006506365
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie centrale de Bobigny, sise avenue Youri Gagarine prolongée, a été mise en service dans les années 1970. Elle met en œuvre une activité de production d'eau chaude et de cogénération pour la ville. D'abord équipée de trois chaudières, elle s'est ensuite dotée d'un équipement de cogénération par turbine à gaz en 2000, puis d'une quatrième chaudière mise en service en 2014. Depuis 2020, le site accueille des installations de géothermie qui ont nécessité le démantèlement d'une des 4 chaudières pour installer le local hydraulique. Les installations de chaufferie et de cogénération sont réparties dans deux bâtiments distincts sur le même site. Les chaudières fonctionnent toute l'année pour la production d'eau chaude sanitaire et l'hiver pour alimenter le réseau de chauffage urbain qui s'étend sur Bobigny et Drancy, la turbine fonctionne quant à elle de novembre à mars.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 4-3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : désenfumage	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 29/01/2001, article Condition 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Programme de surveillance rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 4-2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : moyen lutte incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59.III	/	Sans objet
5	Réseaux d'alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63.I	/	Sans objet
6	Réseaux d'alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63.II	/	Sans objet
7	Détection de gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63.II	/	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32.II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Dispositions relatives aux appareils de mesure en continu	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31.I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des installations par l'exploitant est maîtrisée en termes de risque incendie et de suivi des rejets atmosphériques. Pour ce dernier point, les dernières mesures périodiques externes par un laboratoire de contrôle agréé montrent une conformité des rejets par rapports aux valeurs limites d'émission. Toutefois, l'autosurveillance continue de l'exploitant relève certains dépassements ponctuels qui méritent des explications plus détaillées et des propositions d'éventuelles actions correctives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/11/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le système de désenfumage du local cogénération et du local chaufferie a été contrôlé, dans le cadre de la visite annuelle, le 21/03/25 et le 25/03/25 par la société SCUTUM INCENDIE et ne présente aucune non-conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Installation électrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2001, article Condition 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation électrique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16/11/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation électrique sera entretenue en bon état; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent et au moins une fois par an. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les installations électriques du site ont fait l'objet d'une vérification annuelle par la société APAVE comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• local chaufferie du 03/07/2025 au 04/07/2025 avec fourniture d'un Q18 concluant que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;</li><li>• local cogénération le 07/07/2025 avec fourniture d'un Q18 concluant que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;</li><li>• hors ICPE : local géothermie du 03/07/2025 au 04/07/2025 avec fourniture d'un Q18 concluant que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;</li><li>• hors ICPE : local PAC du 03/07/2025 au 04/07/2025 avec fourniture d'un Q18 concluant que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</li></ul> <p>L'Inspection invite l'exploitant à faire le nécessaire pour lever dès que possible les remarques listées dans les différents rapports de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Programme de surveillance rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 4-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des résultats
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16/11/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour tous les polluants listés à l'article 3.3 Les mesures sont effectuées périodiquement, conformément aux dispositions prévues ci-dessous, sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures sont transmis par l'exploitant au Préfet dès réception. (...)</p>
<b>Constats :</b> <p>Le compte GIDAF permettant à l'exploitant de télédéclarer les résultats de ses contrôles pour les cadres liés aux rejets air, rejets eaux et émissions sonores a été ouvert à la suite de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION : moyen lutte incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle annuel des dispositifs
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>III. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le système de détection incendie du local de cogénération a été vérifié le 10/10/25 par la société SIEMENS qui indique qu'il est opérationnel. Le réservoir de 16L de CO2 destinée au système d'extinction automatique a été changé suite aux conclusions de ce contrôle le 27/10/25. Le système de détection incendie de la chaufferie a été quant à lui contrôlé le 06/03/25 par la société SCUTUM INCENDIE qui conclut au bon fonctionnement du système. Pour information car hors scope ICPE, le bon fonctionnement de la détection incendie du local géothermie et du local PAC a été vérifiée le 17/10/25 par la société SCUTUM INCENDIE.</p> <p>Pour les dispositifs de désenfumage du local cogénération et du local chaufferie, voir la fiche de constats n° 1.</p> <p>Les extincteurs ont été vérifiés par la société SCUTUM INCENDIE le 24/04/25 pour le local cogénération et le 29/04/25 pour le local chaufferie (+ géothermie et PAC). Plusieurs extincteurs ont été changés le 12/02/26 suite aux constats de ces visites.</p> <p>Les trois poteaux incendie présents aux alentours du site, dont un à l'entrée du site, ont été vérifiés le 02/10/25.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Réseaux d'alimentation en combustible

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection réseau gaz

**Prescription contrôlée :**

I. Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées ou par étiquetage.

**Constats :**

Durant l'inspection, il a été constaté que l'arrivée des canalisations au niveau du poste d'alimentation du site présentait un manque de protection contre d'éventuelles agressions physiques, par exemple lors de manœuvre de camions et autres véhicules.

A l'issue de l'inspection, l'exploitant a fait installer les protections nécessaires comme on peut le constater sur la photo ci-dessous.



**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Réseaux d'alimentation en combustible**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositif de coupure manuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.  Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. (...)
<b>Constats :</b>  Les indications du fonctionnement de la vanne de coupure manuelle située en extérieur près du poste de distribution sont clairement affichées et lisibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Détection de gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité et bon fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive. (...)
<b>Constats :</b>  Le contrôle annuel de la détection gaz pour le local cogénération et le local chaufferie a été effectué par la société ADS le 18/08/25 incluant la calibration des détecteurs par rapport aux seuils de déclenchement proportionnels à la limite inférieure d'explosivité (LIE) du CH <sub>4</sub> . Aucune non-conformité n'est relevée dans les compte-rendus d'intervention (NB : 2 détecteurs ont été changés dans le local chaufferie).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : Rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle périodique des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  « II. L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance ou le contrôle QAL 2 des appareils de mesure en continu. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis via GIDAF les derniers contrôles semestriels de ses rejets atmosphériques correspondant au deuxième semestre 2025. Ils ont été réalisés par la société GINGER LECES accréditée COFRAC, le 27/10/25 pour les chaudières G2 et G4 et le 22/12/25 pour la chaudière G1 et la turbine de cogénération. Tous les résultats sont conformes aux différentes VLE applicables aux appareils.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Dispositions relatives aux appareils de mesure en continu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31.I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, contrôle des appareils de mesure en continu
<b>Prescription contrôlée :</b>  « I. L'exploitant veille à l'application des procédures d'assurance qualité et à la réalisation d'une vérification annuelle (AST) pour les appareils de mesure en continu. Les performances des appareils de mesure sont évaluées selon la procédure QAL 1 et les appareils sont choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés sur site selon la procédure QAL 2 et leur dérive et leur aptitude au mesurage sont contrôlés périodiquement par les procédures QAL 3 et AST. La validité de la fonction d'étalonnage déterminée lors de la procédure QAL 2 et la variabilité du système automatique de mesure sont vérifiées annuellement lors de l'AST. La procédure QAL 3 est mise en place dès l'installation de l'appareil de mesure en continu. En ce qui concerne les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation selon la procédure QAL 1 n'a pas été faite, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants. (...)
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis, pour les chaudières G1, G2, G4 et la turbine de cogénération, les rapport de test annuel de surveillance (AST) des fonctions d'étalonnage établies lors de l'opération du QAL2 (réf : RC38351 de 2021 pour G1, réf : RC38352 de 2021 pour G2, réf : RC38353 de 2021 pour

G4 et réf : RC45879 de 2024 pour la turbine) des appareils de mesures en continu (AMS) pour les paramètres NOx, CO et O<sub>2</sub>. Les essais se sont déroulés entre le 31/03/2025 et le 03/04/2025 par la société GINGER LECES accréditée COFRAC. L'ensemble des résultats sont conformes en termes de variabilité et d'étalonnage.

L'exploitant a aussi fourni les compte-rendus d'intervention QAL3 pour les chaudières et la turbine réalisée le 30/01/26 par la société SECAUTO qui montrent des résultats conformes pour les paramètres NOx, CO et O<sub>2</sub>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/01/2018, article 4-3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses prévus au chapitre 4.2 du présent arrêté. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 4.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Ce rapport est tenu à la disposition permanente de l'Inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions atmosphériques sont transmis mensuellement par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet, conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. Si le site de télédéclaration n'est pas opérationnel, les rapports d'autosurveillance sont transmis trimestriellement par courrier à l'Inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis ses rapports de synthèse mensuelle des résultats de son autosurveillance pour l'année 2025. Pour les résultats présentant des non-conformités, il est toutefois attendu de la part de l'exploitant des explications sur les dépassements constatés et les actions correctives mises en place.

Conformément à la prescription, l'exploitant devra également déposer à partir de janvier 2026 tous les mois sur GIDAF (dans le cadre intitulé "Dossier") ces résultats de synthèse avec ses commentaires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra, sous 1 mois, compléter sa synthèse mensuelle de ses résultats d'autosurveillance pour l'année 2025 en ajoutant des explications et actions correctives pour les dépassements constatés et alimentera à partir de janvier 2026 la plateforme GIDAF avec les synthèses mensuelles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois